



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de la protection des populations
Service Santé Protection Animales et Environnement

ARRÊTÉ

Arrête préfectoral de mise en demeure
N° DCL-BRENV-2023 - 171-2
M. COULON JACKY
Bois Bouleau
71330 BOSJEAN

Le PRÉFET de SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles dite « directive IED » ;

Vu la décision d'exécution 2017/302/UE du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dites « MTD » pour l'élevage de volailles ou de porcs ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret interministériel n°2004/374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs du Préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 3660-a ;

Vu l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°04-3801-12- 3 du 16/12/2004 pour un élevage de 69 000 AEV

Vu le rapport d'inspection référencé 2023 01275 de l'inspection des installations classées, en date du 19 avril 2023;

Considérant qu'il convient de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

Considérant l'absence de transmission du dossier de réexamen au titre de la directive IED,

Considérant l'absence de déclaration d'émissions polluantes pour les années 2021 et 2022,

Considérant que le jour de l'inspection en date du 24 mars 2023, il a été constaté l'absence de moyens de lutte adaptés contre l'incendie,

Considérant la présence d'une borne incendie à l'entrée du site sans connaissance du débit requis par le SDIS,

Considérant l'absence de vérification des extincteurs présents sur le site,

Considérant que l'absence de vérification des installations électriques,

Considérant que les conventions d'épandage ne sont pas à jour,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure monsieur COULON Jacky, de respecter les articles 5 et 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-3801-12- 3 du 16/12/2004, ainsi que les articles 13, 14, 27-2, 37 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-visé ;

Considérant que l'exploitant a été informé, par courrier référencé 2023 01275, en date du 19 avril 2023, de la possibilité de faire part de ses observations éventuelles sur les constats établis et le projet d'arrêté de mise en demeure dans un délai de 15 jours suivant la réception du courrier ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

A R R E T E

ARTICLE 1er : OBJET

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, monsieur COULON Jacky - Bois Bouleau - 71330 BOSJEAN, est mis en demeure de réaliser les actions correctives suivantes dans les délais impartis:

1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Mettre en ligne sur www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr le dossier de réexamen au titre de la directive IED,
- Prendre l'attache des services des SDIS pour une vérification du débit de la borne incendie présente à l'entrée du site,
- Réaliser la déclaration d'émissions polluantes pour l'année 2022 sur l'outil GEREP.

A partir du prochain épandage :

- Mentionner l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes, sur les bordereaux de reprise des effluents par les prêteurs de terres.

3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Faire vérifier les installations électriques,
- Faire vérifier les extincteurs présents sur site,
- Mettre à jour le plan d'épandage (inclure les parcelles du futur repreneur).

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute pour monsieur COULON Jacky de se conformer à la présente mise en demeure dans les délais impartis précisés précédemment, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : MESURES DE PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Bosjean pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Bosjean .

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente,

dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, madame la directrice départementale de la protection des populations de Saône-et-Loire, monsieur le maire de la commune de Bosjean sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à la mairie de la commune de Bosjean.

Fait à Mâcon, le **20 JUIN 2023**

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

